

MAIRIE DE DRAGUIGNAN

DÉPARTEMENT



DU VAR

ARRETE TEMPORAIRE DE CIRCULATION N°A 2018- 2671

Richard STRAMBIO, maire de la ville de Draguignan,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2122.28; L 2212.1 à L 2213.6;

Vu le Code pénal;

Vu le Code de la route;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie - signalisation approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 modifié);

Vu l'arrêté municipal du 08 janvier 1963;

Vu l'arrêté municipal n°A-2017-2139 du 25 octobre 2017

Vu le règlement de voirie communal du 08 décembre 2010;

Vu la permission de voirie délivrée à ENEDIS le 2 août 2018;

Considérant la demande du 19 novembre 2018 présentée par la société AZUR TRAVAUX, demeurant, rue des Genêts- Zac de Nicopolis 83170 BRIGNOLES, concernant des travaux de tranchées pour raccordement électrique.

Considérant la nécessité de permettre la réalisation des travaux cités ci-dessus,

ARRETE**ARTICLE 1 : Sur le boulevard Léon Blum:**

- **La circulation est règlementée par alternat manuel (K10) ou par feux tricolores(KRJ 11).**
- **La vitesse est limitée à 30 km/h.**
- **La tranchée est balisée par des barrières de type Altrad liées entre elles.**

ARTICLE 2: Cette réglementation commencera à courir le **LUNDI 10 DECEMBRE 2018 pour une durée de deux semaines.**

ARTICLE 3 : La signalisation réglementaire sera conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie) et au manuel du chef de chantier sur la signalisation temporaire émis par le Ministère de l'équipement, des transports et du logement.(CF23 ou 24)

Elle sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux qui est et demeure entièrement responsable de tous incidents ou accidents qui pourraient survenir du fait du chantier.

Les panneaux seront entièrement rétro réfléchis et mis en place au moins 48 h avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : Les officiers de police judiciaire territorialement compétents sont autorisés en conséquence, à faire appel à un garagiste agréé par les services préfectoraux pour procéder à l'enlèvement de tout véhicule en stationnement irrégulier.

Les frais de telles interventions sont à la charge des contrevenants

ARTICLE 5 : M. le directeur général des services,
M. le directeur général des services techniques,
M. le chef de la police municipale,
M. le commissaire principal de police,
Sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent arrêté, et rappelle que conformément aux termes de l'article R.421-1 du code de justice administrative, qu'il peut être contesté devant le tribunal administratif de Toulon dans un délai de deux mois qu'un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité.

DRAGUIGNAN, le 22 mai

P/Le Maire,
Le Directeur Général des Services Techniques,


Richard VARENNE